

FORMULE 70D.3

COUR DU BANC DU ROI (DIVISION DE LA FAMILLE)

Centre de _____

(Conformément à l'article 28 de la Loi d'interprétation, le masculin est utilisé dans un sens épïcène.)

ENTRE :

(nom au complet)

requérant

— et —

(nom au complet)

intimé

CERTIFICAT DE CONFORMITÉ AUX CONDITIONS PRÉALABLES

Déposé par : le requérant
 l'intimé

l'avocat du requérant
 l'avocat de l'intimé

(nom de l'avocat ou de la partie qui dépose le certificat)

(adresse)

(n° de téléphone)

(n° de télécopieur)

(La partie qui agit en son propre nom indique, aux fins de signification, son nom et son adresse [y compris le code postal] ainsi que son numéro de téléphone.)

CERTIFICAT DE CONFORMITÉ AUX CONDITIONS PRÉALABLES

Je suis _____
 (le requérant ou l'intimé ou l'avocat du requérant ou de l'intimé)

Dans la présente instance en matière familiale, les questions qui suivent sont réglées :

(Cochez toutes les cases qui s'appliquent.)

Demandes en vertu de la <i>Loi sur le divorce</i> (Canada)	Demandes en vertu de la <i>Loi sur le droit de la famille</i> ou de la <i>Loi sur la violence familiale et le harcèlement criminel</i>	Demandes portant sur des biens
<input type="checkbox"/> divorce	<input type="checkbox"/> ordonnance alimentaire au profit d'un conjoint ou d'un conjoint de fait	<input type="checkbox"/> égalisation des patrimoines familiaux nets
<input type="checkbox"/> ordonnance alimentaire au profit d'un conjoint	<input type="checkbox"/> ordonnance alimentaire au profit des enfants — somme fixée selon la table	<input type="checkbox"/> partage inégal des éléments d'actif familial
<input type="checkbox"/> ordonnance alimentaire au profit des enfants — somme fixée selon la table	<input type="checkbox"/> ordonnance alimentaire au profit des enfants — autre somme que celle fixée selon la table	<input type="checkbox"/> éléments d'actif non partageables
<input type="checkbox"/> ordonnance alimentaire au profit des enfants — autre somme que celle fixée selon la table	<input type="checkbox"/> temps parental	<input type="checkbox"/> occupation exclusive du domicile familial
<input type="checkbox"/> temps parental	<input type="checkbox"/> responsabilités décisionnelles	<input type="checkbox"/> vente du domicile familial
<input type="checkbox"/> responsabilités décisionnelles	<input type="checkbox"/> droit de contact	<input type="checkbox"/> autre (<i>précisez</i>) :
<input type="checkbox"/> droit de contact	<input type="checkbox"/> mesure de protection	
<input type="checkbox"/> modification de l'ordonnance définitive	<input type="checkbox"/> déclaration de filiation	
<input type="checkbox"/> modification de l'ordonnance définitive	<input type="checkbox"/> modification de l'ordonnance définitive	
<input type="checkbox"/> autre (<i>précisez</i>) :	<input type="checkbox"/> annulation, modification ou révocation d'une ordonnance de protection	
	<input type="checkbox"/> autre (<i>précisez</i>) :	

Dans la présente instance en matière familiale, les questions qui suivent sont toujours en litige :

(Cochez toutes les cases qui s'appliquent.)

Demandes en vertu de la <i>Loi sur le divorce</i> (Canada)	Demandes en vertu de la <i>Loi sur le droit de la famille</i> ou de la <i>Loi sur la violence familiale et le harcèlement criminel</i>	Demandes portant sur des biens
<input type="checkbox"/> divorce	<input type="checkbox"/> ordonnance alimentaire au profit d'un conjoint ou d'un conjoint de fait	<input type="checkbox"/> égalisation des éléments d'actif familial nets
<input type="checkbox"/> ordonnance alimentaire au profit d'un conjoint	<input type="checkbox"/> ordonnance alimentaire au profit des enfants — somme fixée selon la table	<input type="checkbox"/> partage inégal des éléments d'actif familial
<input type="checkbox"/> ordonnance alimentaire au profit des enfants — somme fixée selon la table	<input type="checkbox"/> ordonnance alimentaire au profit des enfants — autre somme que celle fixée selon la table	<input type="checkbox"/> éléments d'actif non partageables
<input type="checkbox"/> ordonnance alimentaire au profit des enfants — autre somme que celle fixée selon la table	<input type="checkbox"/> temps parental	<input type="checkbox"/> occupation exclusive du domicile familial
<input type="checkbox"/> temps parental	<input type="checkbox"/> responsabilités décisionnelles	<input type="checkbox"/> vente du domicile familial
<input type="checkbox"/> responsabilités décisionnelles	<input type="checkbox"/> droit de contact	<input type="checkbox"/> autre (<i>précisez</i>) :
<input type="checkbox"/> droit de contact	<input type="checkbox"/> mesure de protection	
<input type="checkbox"/> modification de l'ordonnance définitive	<input type="checkbox"/> déclaration de filiation	
<input type="checkbox"/> modification de l'ordonnance définitive	<input type="checkbox"/> modification de l'ordonnance définitive	
<input type="checkbox"/> autre (<i>précisez</i>) :	<input type="checkbox"/> annulation, modification ou révocation d'une ordonnance de protection	
	<input type="checkbox"/> autre (<i>précisez</i>) :	

CONFORMITÉ AUX CONDITIONS PRÉALABLES

(Cochez toutes les cases qui s'appliquent et biffez les énoncés qui ne s'appliquent pas à votre situation.)

CONDITIONS GÉNÉRALES

- Les actes de procédure sont clos et ne feront pas l'objet de modifications. Dans le cas d'une motion ou d'une demande de modification, j'ai déposé les affidavits que j'avais l'intention de déposer.
- Les affidavits de signification ont été déposés à l'égard de tous les actes de procédure et autres documents qui doivent être signifiés à la partie adverse.
- Je n'ai pas l'intention de demander un interrogatoire préalable **OU** les interrogatoires préalables sont terminés ou leurs dates ont été fixées.
- Je n'ai pas l'intention de demander un contre-interrogatoire sur affidavit **OU** les contre-interrogatoires sur affidavit sont terminés ou leurs dates ont été fixées et les avis de contre-interrogatoire ont été signifiés.
- J'ai déposé une déclaration financière (formule 70D).
- Les parties se sont rencontrées et ont tenté de régler les questions en litige **OU** une ordonnance du tribunal interdit la communication ou le contact entre les parties.

CONDITIONS PARTICULIÈRES : INSTANCES PORTANT SUR DES DEMANDES D'ALIMENTS OU DE MODIFICATION D'UNE ORDONNANCE ALIMENTAIRE

- Une preuve du revenu, toutes sources de revenus confondues, a été déposée pour la période allant du début de l'année à la date du présent certificat.
- Une copie des imprimés provenant de l'Agence du revenu du Canada donnant le revenu et les déductions fiscales ou une copie des déclarations fiscales des trois dernières années consécutives a été déposée.
- Je ne demande ni remise, ni modification, ni suspension de l'arriéré **OU** une copie des imprimés provenant de l'Agence du revenu du Canada donnant le revenu et les déductions fiscales ou une copie des déclarations fiscales pour chaque année pour laquelle je demande une remise, une modification ou une suspension de l'arriéré a été déposée.
- J'ai fait les demandes nécessaires à l'obtention des renseignements financiers et j'ai reçu ces renseignements **OU**, si je ne les ai pas encore reçus, j'ai obtenu une ordonnance relative à la divulgation financière.
- Un affidavit de signification des actes de procédure au directeur des Programmes d'aide et au directeur du soutien pour personne handicapée désigné sous le régime de la *Loi sur le soutien pour personne handicapée* a été déposé (disposition applicable uniquement en cas de modification d'une ordonnance alimentaire pour enfants ou pour conjoint).
- Je ne demande pas la suspension de l'exécution d'une ordonnance alimentaire **OU**, si je la demande, j'ai déjà demandé une suspension administrative au Programme d'exécution des ordonnances alimentaires.

CONDITIONS PARTICULIÈRES : INSTANCES PORTANT SUR DES DEMANDES D'ARRANGEMENTS PARENTAUX (temps parental, responsabilités décisionnelles ou droit de contact)

- Une preuve que j'ai terminé le programme d'information pour les parents « Pour l'amour des enfants » a été déposée.
- Une entente parentale écrite a été déposée.
- Il n'y a pas eu de médiation **OU** la médiation a eu lieu et le rapport ou une lettre du médiateur a été déposé.
- Une évaluation parentale n'est pas demandée **OU** une telle évaluation a été déposée à ce sujet **OU** une telle évaluation est en cours **OU** une telle évaluation a été demandée et rejetée.

CONDITIONS PARTICULIÈRES : INSTANCES PORTANT SUR DES BIENS

- Une déclaration comparative des biens familiaux (formule 70D.5) a été déposée.
- J'ai fait les demandes nécessaires à l'obtention des renseignements financiers et j'ai reçu ces renseignements **OU**, si je ne les ai pas encore reçus, j'ai obtenu une ordonnance relative à la divulgation financière.
- Les dates de la cohabitation et celle de la séparation ne sont pas en litige **OU**, si l'une de ces dates est en litige, une ordonnance de renvoi a été obtenue au sujet de cette date et les parties ont reçu la recommandation d'un juge puîné sur ces questions.
- On ne demande pas le partage ou la vente d'un bien réel **OU**, dans le cas contraire, un affidavit de signification des actes de procédure au créancier hypothécaire ou à tout autre titulaire d'un intérêt enregistré sur le bien a été déposé.

DOCUMENTATION PARTICULIÈRE ET OBLIGATIONS DE SIGNIFICATION

S'il y a lieu, les documents qui suivent ont été déposés :

Divorce

- Certificat de mariage ou engagement de l'avocat à déposer ce certificat.

Déclaration de filiation

- Certificat de naissance ou de recherche de bulletin d'enregistrement de naissance ou engagement de l'avocat à le déposer.
- Affidavit de signification des actes de procédure au directeur des Services à l'enfant et à la famille.

Ordonnances de protection

- Si une requête en annulation ou en modification d'une ordonnance de protection a été présentée, la transcription a été demandée ou déposée.
- Lettre des Services aux victimes, si le requérant a présenté une requête en révocation d'une ordonnance de protection.

ATTESTATION DE L'AVOCAT

- J'ATTESTE QUE LES CONDITIONS PRÉALABLES QUI PRÉCÈDENT SONT RÉUNIES. J'AFFIRME ÉGALEMENT QUE J'AI AVISÉ MON CLIENT QU'IL DOIT ÊTRE PRÉSENT À LA CONFÉRENCE DE TRIAGE ET QU'EN CAS DE DÉFAUT, UNE ORDONNANCE POURRAIT ÊTRE RENDUE EN SON ABSENCE MÊME SI JE SUIS PRÉSENT EN SON NOM.

Date

Signature de l'avocat

ATTESTATION DE LA PARTIE NON REPRÉSENTÉE PAR UN AVOCAT

- J'ATTESTE QUE LES CONDITIONS PRÉALABLES QUI PRÉCÈDENT SONT RÉUNIES. J'AFFIRME ÉGALEMENT QUE JE COMPRENDS QUE JE DOIS ÊTRE PRÉSENT À LA CONFÉRENCE DE TRIAGE ET QU'EN CAS DE DÉFAUT, UNE ORDONNANCE POURRAIT ÊTRE RENDUE CONTRE MOI SANS AUTRE PRÉAVIS.

Date

Signature de la partie